

Journaliste au Burundi, un métier à risque

Deutsche Welle, 13.05.2017 L'avenir des journalistes reste incertain, deux ans après le coup d'Etat raté contre le président Nkurunziza. 13 mai 2015 - 13 mai 2017... Il y a deux ans, un groupe de généraux tentaient de renverser le président Pierre Nkurunziza au Burundi. Dans la foulée, les principaux médias privés du pays avaient été saccagés. [Photo : Le siège de la radio privée RPA a été brûlé dans la nuit de la tentative de putsch le 14 mai 2015.]

Depuis, les journalistes souffrent encore des séquelles de ce coup d'État manqué et leurs conditions de travail sont précaires. Ils dénoncent les cas d'intimidations, d'enlèvements et de disparitions. L'Union Burundaise des Journalistes est suspendue depuis 2016 et le pays, classé à la 156^{ème} place au niveau de la liberté de la presse dans le monde, a régressé de quatre places en 2017. Pacifique, un journaliste indépendant, confirme que "certains journalistes ont fui le pays, ceux qui sont restés ne travaillent pas dans des conditions favorables. Les journalistes sont parfois arrêtés, voire tués. Tout cela dénote d'une certaine peur." Les sources se taisent Deux radios dont Isanganiro ont repris les programmes dix mois après la destruction de leurs locaux. Certains journalistes font face au manque de confiance de la part des autorités et l'accès aux sources d'information reste difficile. Joseph Nsabyabandi est le rédacteur en chef de Radio Isanganiro et témoigne : "Il y a des administratifs qui ne nous ont pas autorisés à aller travailler, en nous assimilant aux putschistes. On nous a empêchés à plusieurs reprises d'accéder à certaines sources. Il y a des journalistes de la radio qui ont connu des difficultés, dont un arrêté parce qu'il faisait un reportage sur les jeunes du parti au pouvoir." L'état de la liberté de la presse au Burundi pousse au quotidien les professionnels des médias à s'interroger sur l'avenir du métier. Après le saccage des principaux médias privés en 2015, la suspension de l'Union Burundaise des Journalistes l'année dernière a empiré la situation. Malgré les inquiétudes, les journalistes burundais sont jusqu'ici sans organe légal de revendication.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});